

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Mont Soleil, le 15 février 2011

Concerne : « pas de pommes de terre en provenance d’Egypte »

Dans le Schweizerbauer du 12 février 2011, nous apprenons que l’organisation Swisspatat a fait une demande à l’OFAG pour importer 5’000 tonnes de pommes de terre ; malgré des stocks déjà élevés en Suisse.

Nous demandons au Conseil fédéral d’évaluer si le droit à l’alimentation de pays en crise n’est pas menacé par l’importation de pommes de terre ou autres denrées alimentaires de base. Une importation ne devrait pas être autorisée si la population d’un pays exportateur n’a pas un accès suffisant à la nourriture.

Dans le passé (par exemple en 2008), des pommes de terre ont été importées d’Egypte. Ce pays exportait ses produits alors qu’une part de sa population n’avait pas suffisamment à manger ou ne pouvait tout simplement pas accéder à des produits devenus trop chers pour leur maigre budget.

Lors de la dernière crise alimentaire, le peuple égyptien est descendu dans la rue pour dénoncer la rareté des produits et la famine qui sévissait. Ces manifestations ont été réprimées dans le sang. Nous ne devrions pas nous permettre d’avaler des chips de pommes de terre devant notre télé, produites avec des pommes de terre égyptiennes, alors que la population n’a pas assez à manger.

Les conditions cadres de l’accord de libre-échange avec l’Egypte concernant le commerce alimentaire doivent être réétudiées, voire remises en question. Lors d’importation de produits alimentaires venant d’Egypte - même si le volume reste faible - il demeure un soupçon que nous nous trouvons en présence d’un commerce qui n’est pas justifiable tant politiquement que socialement.

Nous demandons donc au Conseil fédéral d’appliquer un moratoire sur les importations de denrées alimentaires provenant de pays où la population n’a pas un accès garanti à des denrées alimentaires de base et lorsqu’un commerce équitable

n'est pas possible.

De la même manière que le Conseil fédéral a bloqué les comptes bancaires de Hosni Mubarak, il faut pouvoir mettre un frein à l'importation de denrées alimentaires venant d'Egypte.

Appliquons la notion de souveraineté alimentaire : avec des estomacs vides nulle part au monde il sera possible de lutter pleinement et « sereinement » pour les droits démocratiques.

Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre

Markus Lanfranchi, président Bioforum Schweiz

Barbara Küttel, secrétaire générale petits et moyens paysans, VKMB

Philippe Sauvin, secrétaire Agrisodu, plateforme pour une agriculture socialement durable

